

«Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites»

Il est possible, par un débat qui pourrait être suivi d'un référendum, de décider de façon démocratique quelle part de la richesse produite nous voulons consacrer à la rémunération des retraité-e-s.

Cet appel initié par ATTAC et la Fondation Copernic est à signer

<http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/>

Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver. Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes. Le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que le taux de remplacement moyen - niveau de la retraite par rapport au salaire, passerait de 72 % en 2007 à 59 % en 2050. Cette dégradation continuera donc de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-es les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite.

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions. De plus, cette logique remet en cause la solidarité intergénérationnelle. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes. Au lieu de voir dans la retraite par répartition une transmission perpétuelle et solidaire de la prise en charge d'une génération par la suivante, le gouvernement et le patronat, afin d'attiser la division, la stigmatisent comme un fardeau pour la seule génération à venir.

Le danger ne s'arrête pas là. Le COR dessine les contours d'une réforme pour remplacer notre système par un autre « par points » ou « par comptes notionnels ». Dans les deux cas, il s'agirait de ne plus avoir à assurer un taux de remplacement du salaire défini à l'avance et de faire de la variation du niveau des pensions le moyen d'équilibre financier des régimes. Cela aggraverait encore la baisse du niveau des pensions et contraindrait les salariés, particulièrement les salarié-es pauvres et effectuant les travaux pénibles, à travailler toujours plus longtemps.

La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise financière a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent benoîtement à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent évidemment cette solution, demandent que les États donnent des gages et exigent une réduction des dépenses publiques.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraité-es, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire. Pourtant, le besoin supplémentaire de financement nécessaire aux retraites est réalisable puisqu'il a été chiffré en 2007 par le COR entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050, à comparer avec la chute de la part de la masse salariale de 8 points au cours des dernières décennies et avec l'explosion correspondante des dividendes, qui sont passés de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007. Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage.

Cet appel est signé par 370 responsables syndicaux, associatifs et politiques ainsi que de nombreux universitaires, chercheurs...

<http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/>

**Jeudi 17 juin 2010 à 19h00, au Ligourès, Encagnane
Attac pays d'Aix organise
un débat sur les retraites, animé par Pierre Khalfa,
membre du conseil scientifique d'Attac,
avec la présence de syndicalistes.**



Onze raisons pour passer à l'Attac aujourd'hui !

1. À Attac, on travaille sur le fond Association « d'éducation populaire tournée vers l'action », Attac est un espace de réflexion unique en France, avec son Conseil scientifique, ses commissions, ses comités locaux, son Université citoyenne... Libre de toute ambition électorale et dénuée de toute écurie présidentielle, notre association se consacre exclusivement au travail sur le fond des dossiers et aux mobilisations citoyennes. Après avoir déconstruit l'idéologie néolibérale, nous planchons maintenant sur les alternatives.

2. À Attac, on vise le cœur de la cible Depuis sa naissance, Attac dénonce l'emprise de la finance sur la société, qui aggrave sans cesse les inégalités et fait reculer la démocratie. La crise financière et ses conséquences sociales désastreuses nous ont malheureusement donné raison, mais tout continue comme avant. Cela ne peut plus durer. La taxation des transactions financières – les deux T d'Attac – est aujourd'hui au cœur du débat mondial. Mais l'industrie financière résistera avec acharnement : à nous de construire la mobilisation citoyenne. Au-delà de la taxe, nous proposons des mesures concrètes et pertinentes pour mettre fin à l'économie casino et sortir de l'impasse néolibérale.

3. À Attac, on n'est pas bornés Partis initialement de préoccupations surtout économiques et sociales, nous avons compris l'imbrication de la crise écologique et de la crise sociale. On ne pourra sauver les écosystèmes sans réduire les inégalités sociales ; et inversement, la justice sociale suppose de résoudre la crise écologique. L'articulation entre mouvements écologistes et sociaux est aujourd'hui au cœur des préoccupations d'Attac.

4. À Attac, on a des amis dans le monde entier Présente au cœur du mouvement altermondialiste, Attac est active dans tous les forums sociaux locaux, régionaux, mondiaux... Le réseau des Attac du monde est présent en Europe, en Afrique, en Amérique Latine, au Japon, au Québec. Encore moins aujourd'hui qu'hier, il n'est possible de lutter et de penser au seul niveau national.

5. À Attac, on construit des ponts Dès l'origine, avec ses membres fondateurs (associations, syndicats, journaux...) et au-delà, Attac est un lieu de confrontation et de convergence entre de multiples acteurs du mouvement social. Parce que, face aux pouvoirs économiques et étatiques dominants, on ne peut avancer que par la coopération.

6. À Attac, on apprend ensemble Les adhérents d'Attac sont des curieux insatiables. À Attac on apprend dans les conférences et les débats, mais surtout dans l'action et l'expérimentation. Nous cherchons aujourd'hui à renouveler nos formes d'éducation populaire pour mieux conjuguer expertise technique et participation citoyenne. Ni l'intelligence, ni la connaissance ne sont le monopole des « experts » !

7. À Attac, on peut même se marrer Militier à Attac, c'est connaître des gens d'horizons divers, porteurs d'une même révolte et de multiples espoirs, c'est réfléchir et rire ensemble, partager les spécialités locales, bio et moins bio, parfois même faire la fête !

8. À Attac, on essaie de nouveaux chemins Nous participons, soutenons et popularisons les actions de celles et ceux qui construisent dès aujourd'hui un autre monde : luttes populaires, initiatives citoyennes dans les domaines social, culturel, environnemental... Échaudés par notre histoire récente, nous travaillons à approfondir la démocratie associative au quotidien.

9. À Attac, on ose penser des alternatives L'émancipation humaine a besoin de nouveaux horizons et de nouveaux repères. La construction des biens communs nous semble une priorité, sur les plans local, national, continental et mondial. Nous travaillons à les promouvoir, en liant l'expérimentation sur le terrain et la réflexion théorique.

10. À Attac, on n'a pas de fil à la patte Autonome politiquement et financièrement, Attac ne doit rien à personne, ni réseaux politiques, ni sponsors. Elle n'a pas de pré carré ni de boutique à défendre.

11. À Attac, on ne prétend pas tout savoir... À vous d'inventer d'autres raisons !